



HAL
open science

Contribution au chantier d'une écologie politique

Fabrice Flipo

► **To cite this version:**

Fabrice Flipo. Contribution au chantier d'une écologie politique. Chimères : revue des schizoanalyses, 2005, 56, pp.35-52. <10.3406/chime.2005.1370>. <hal-00957876>

HAL Id: hal-00957876

<https://hal.science/hal-00957876v1>

Submitted on 11 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Contribution au chantier ouvert par “ l’écologie politique ”

Résumé : Après avoir rappelé la spécificité de la science et de la technique moderne, nous montrerons que le projet des Lumières, qui était de réformer la société, s’est mué en mobilisation générale des efforts pour transformer l’environnement afin d’établir un nouvel état de la nature, qui était sensé être bien meilleur que tous ceux qui l’ont précédé. Cet effort rencontre avec la crise environnementale un obstacle majeur. Celle-ci révèle en effet que trois éléments vitaux du savoir sur lequel repose l’industrialisme sont en réalité des erreurs. Ce sont : l’hypothèse d’homogénéité entre l’environnement de laboratoire et le reste du monde, l’évidence d’un progrès conçu comme destinée de l’humanité et l’adéquation du savoir permettant de gouverner la nature par rapport aux caractéristiques de son objet et à la possibilité de prévoir les conséquences de nos actions.

La thèse défendue ici est que l’on peut appeler “ écologie politique ” l’ensemble des mouvements intellectuels et politiques qui tentent depuis lors de tirer les leçons de ces erreurs.

Plan

- I. Science et progrès au siècle des Lumières
- II. La révolution industrielle du XIXe siècle
- III. L’économie quitte le monde réel
- IV. L’avenir est connu
- V. La collision avec la réalité de l’environnement naturel
- VI. Les trois erreurs
- VII. Conclusion : qu’est-ce que l’écologie politique ?

I. Science et progrès au siècle des Lumières

Comme l’a montré T.S. Kuhn, le savoir procède plutôt par révolutions que par accumulation¹. La révolution de la Renaissance développe ainsi un savoir qui fonde sa validité sur sa capacité à manipuler les éléments étudiés. La science qui émerge est instrumentale, expérimentale², ceci a été abondamment développé dans de nombreux travaux. Désormais, ce qui est bien connu est ce qui peut être manipulé à volonté, c’est-à-dire dont le comportement peut être adéquatement anticipé³. On s’intéresse moins à la description, à l’observation contemplative qu’à la transformation, à la manipulation d’éléments qui peut être répétée parce qu’on a mis en évidence une loi de comportement⁴. La vérité désigne peu à peu une classe de savoirs qui

¹ T.S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1972, coll "Champs".

² A.F. Chalmers, *Qu’est-ce que la science ? Qu’est-ce que la science ? Récents développements en philosophie des sciences : Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*, Paris, La Découverte, 1987.

³ Comme le note encore K.R. Popper, *Logique de la découverte scientifique*, Paris, Payot, pp.57-59.

⁴ La statique et la dynamique, la loi d’ordre et le progrès – cf. A. Comte, *Discours sur l’esprit positif*, Paris, Vrin, 1995, Ed. orig. 1844.

permettent de manipuler des choses de manière prévisible : ce qu'on connaît bien, c'est ce qu'on peut empiriquement manipuler. Vérité scientifique et la vérité technique peuvent alors partager le même critère de vérité, en conservant des buts respectifs différents. La science cherche à composer un tableau de lois mathématiques qui permettent de prévoir et d'anticiper le comportement des choses, afin de les connaître. La science cherche toujours un ordre, naturel ou non, et le critère de vérité de cet ordre est désormais sa manipulabilité. La nature est conçue comme étant mécanique et régie par des lois fixes, telles que la loi de la chute des corps mise en évidence par Newton⁵. Ceci va de pair avec les théories de l'atomisme social⁶, qui posent que la construction sociale et l'institution du gouvernement sont des artifices, révocables. Tout ceci est bien connu et nous ne le développeront pas davantage.

L'histoire classique explique ensuite comment tout s'enchaîne sans heurts. Les Lumières sont présentées comme étant à l'origine de la révolution industrielle, qui a conduit à modifier massivement l'environnement. Les preuves d'une telle thèse sont pourtant bien minces. Prenons le cas de Condorcet, par exemple, qui tient souvent lieu de symbole d'une telle pensée du progrès. Lorsqu'on regarde ce que dit le marquis, ce qu'on trouve a peu de rapport avec l'idéal d'une transformation massive de l'environnement. Pour Condorcet⁷, le progrès c'est surtout le combat contre les despotes, pour la tolérance, la raison, la vérité, l'humanité et la liberté, l'accroissement des connaissances afin de combattre les préjugés et en particulier par la connaissance des droits naturels humains, c'est-à-dire des droits universels, inaliénables et imprescriptibles, connus par cette lumière naturelle qu'est la raison : il s'agit de la liberté de penser et d'écrire, la liberté de commerce, la prohibition de la torture etc. Le progrès est donc une amélioration morale de l'individu et de la société, une correction des inégalités naturelles par l'instruction et de bonnes lois, et non par la réorganisation massive de la nature⁸.

Ceci se vérifie encore quand Condorcet en vient aux transformations de l'environnement, et en particulier à l'économie : “ [...] *un espace de terrain de plus en plus resserré pourra produire une masse de denrées d'une plus grande utilité ou d'une valeur plus haute; des jouissances plus étendues pourront être obtenues avec une moindre consommation; le même produit de l'industrie répondra à une moindre destruction de matières premières, ou deviendra d'un usage plus durable. [...] Ainsi, sans aucun sacrifice, les moyens de conservation, d'économie dans la consommation, suivront les progrès de l'art de reproduire les diverses substances, de les préparer, d'en fabriquer les produits* ”⁹. Cette conception est fortement teintée de ce qui est aujourd'hui à la base des scénarios de durabilité écologique : il s'agit de produire davantage avec moins¹⁰, et d'accroître la productivité des ressources naturelles¹¹. Le monde était de toute évidence limité, pour Condorcet. Ou plus exactement : les vrais progrès devaient être ajoutés à l'environnement naturel, qui devait rester intact. Le patrimoine devait être préservé.

⁵ Newton, *Principia mathematica*, 1675.

⁶ Hobbes en est le précurseur et le parangon.

⁷ Condorcet, *Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain*, Paris, Garnier-Flammarion, 1988, Ed. orig. 1793.

⁸ Condorcet, *ibid.*, pp. 280-281.

⁹ Condorcet, *op. cit.*, p. 280.

¹⁰ De même que le scénario "facteur 4" : "produire deux fois plus avec deux fois moins de ressources naturelles", in E. von Weiszäcker & al., *Facteur 4*, Paris, Terre Vivante, 1997.

¹¹ Comme l'OCDE elle-même le recommande : OCDE, *Le projet triennal de l'OCDE sur le développement durable : rapport d'étape*, Direction des Relations Publiques et de la Communication, PAC/AFF(99)1, 31 mai 1999.

Condorcet ne réduit donc pas le progrès à la seule amélioration de l'environnement naturel, et encore moins à l'amélioration des moyens de production et à l'accroissement de la consommation. Le progrès est certes lié à la transformation de l'environnement, mais il s'agit de l'environnement *social*. Pour les Lumières, la nouvelle science et la nouvelle technique devaient principalement s'appliquer à la transformation et à la construction de l'ordre politique et de l'autorité, non pas à la transformation de la nature entendue comme ensemble des forces non-intentionnelles présentes dans l'environnement. La nature que l'on veut modifier, ce n'est pas le milieu naturel mais le milieu artificiel humain, que l'on dénonce comme ayant été présenté à tort par la scolastique comme *naturel*. Ce que l'on veut modifier et réorganiser, c'est ce que la scolastique présentait comme naturel et intangible : *l'ordre du corps social*.

Les Lumières ne se soucient donc pas de la question de ce qu'on appellera plus tard "*l'environnement*". Leur problème, c'est la construction sociale, l'ordonnement de l'artifice *social*, et non l'artificialisation de *l'environnement* compris comme le milieu dans lequel évoluent les êtres humains.

II. La révolution industrielle du XIX^e siècle

Au cours du XIX^e siècle et plus encore du XX^e siècle, ce n'est plus l'environnement social que l'on se propose de transformer mais l'environnement naturel. Par "naturel", il faut désormais entendre l'ensemble des choses du monde qui évoluent et sont mues par d'autres causes que les conventions et les raisons.

L'être humain se voit peu à peu investi du pouvoir créateur qui était autrefois réservé au pouvoir divin, et crédité d'une raison capable non seulement de discerner le bien du mal sans l'aide de la Révélation, mais encore de réordonner un monde déchu et de le laver de ses imperfections. Lorsque Marx et Engels remettent l'hégélianisme "sur les pieds", une nouvelle conception du progrès se fait jour¹². On pense percer à jour les mécanismes de l'Histoire universelle. Les différents stades de la société se succèdent et sont dépassés, vers une synthèse de plus en plus générale. La révolution est *nécessaire*, au sens philosophique : "*Nous avons montré que les individus de l'époque actuelle sont contraints [nous soulignons] d'abolir la propriété privée*"¹³. La nature se verrait finalement *réellement* transformée en un Eden d'abondance, et ce grâce aux forces productives, ou *techniques* organisationnelles et matérielles de production. On a donc ici un *déterminisme historique* : l'homme n'est plus principalement un être libre réfléchissant sur les moyens de son progrès, mais un être de désir et donc de besoins qui peu à peu va les satisfaire. Les êtres humains sont à leur insu et de façon inéluctable les artisans de leur propre liberté, guidés par une avant-garde qui est déjà consciente du chemin : l'élite des ingénieurs et des scientifiques.

Le paradis communiste est très représentatif d'une orthodoxie qui se construit. Au XIX^e siècle, l'idée que l'âge d'or est à produire grâce à la seule science qui permet de savoir et à la technique qui permet de pouvoir est de plus en plus fréquente. Elle est sans doute manifestée avec le plus de force par le fondateur du positivisme, A. Comte : "*savoir pour pouvoir afin de pourvoir*"¹⁴. L'inventeur de la sociologie, qu'il assimile à une *physique* sociale ne doutait

¹² K. Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Editions sociales, 1957, Ed. orig. 1845.

¹³ K. Marx, *ibid.*, p. 192.

¹⁴ Cité in G. Hotois, *De la Renaissance à la Postmodernité - Une histoire de la philosophie moderne et contemporaine*, Bruxelles, De Boeck Université, 1997, p. 174.

pas que cette dernière venue parmi les sciences atteindrait aussi à l'âge positif¹⁵ et la certitude de la balistique, ce parangon de la science mécaniste. Et nombreux sont les penseurs du XIX^e siècle qui ont partagé cette idée d'une maîtrise du social comparable à la balistique. Les divergences ne portent que sur le type d'institution que l'on croit capable d'acquérir et de mettre en oeuvre cette vérité : pour les uns c'est le Parti dans le contexte de la lutte des classes, pour les autres c'est l'entrepreneur sur le marché concurrentiel. Ces deux manières de voir peuvent toutefois être considérées comme deux modalités de mise en oeuvre d'un même projet. Le déploiement et l'intégration des systèmes industrialisés se produisent de façon automatique, comme *déploiement de rationalité*, un *progrès*. M. Weber eut aussi ce mot révélateur : “ *on peut construire l'histoire de la technique sous l'aspect d'une objectivation progressive de l'activité rationnelle par rapport à une fin* ”¹⁶. La technique devient une force spontanée qui permet de dominer le milieu naturel et le façonner. Le travail et l'activité consciente conduisent donc dans l'histoire à accomplir l'homme et la nature, en réalisant en quelque sorte une forme plus conforme à leur essence. Réordonnée, retournée en elle-même, la nature redevient l'Eden d'abondance et le désir, péché capital, est ainsi extirpé et anéanti, non plus par l'ascétisme mais par la satisfaction absolue. Le travail apparaît véritablement comme travail du négatif, pour reprendre des termes empruntés à Hegel, c'est-à-dire comme épreuve du réel entendu à la fois comme accomplissement de soi et comme Rédemption (retour en soi). Cette Rédemption a lieu dans l'individu, au cours de sa vie, et dans l'espèce, au travers de l'épopée de l'humanité dans l'histoire. L'Histoire universelle devient le lieu de la progression réelle de *la rationalité*, avec les besoins humains comme pour-quoi et vers-quoi de cette domination : “ *le régime industriel sera l'organisation définitive de l'espèce humaine* ”¹⁷. On glisse peu à peu vers une sorte de mobilisation générale¹⁸ pour la production de masse, dont les effets ne se feront sentir qu'à partir du début du XX^e siècle. Le rôle de l'être humain dans la nature est peu à peu pensé comme celui du Grand Ordonnateur, l'Homme-Dieu, en quelque sorte. Mais en un sens très particulier du concept de Dieu : certainement pas celui, spirituel, que l'on peut trouver chez les mystiques, mais celui d'un artisan construisant d'après un modèle scientifiquement déterminé, donné par la théorie économique (marxiste ou libérale). Il y a du démiurge platonicien¹⁹ dans la raison industrielle. L'aspect moral de cette conception est patent : la nature *doit être* (ceci ou cela, mais en tout cas un état qu'elle n'est *pas encore*), et elle doit y être ramenée.

III. L'économie quitte le monde réel

Pour les Mercantilistes comme pour les Classiques, il y a l'évidence partagée : la croissance de l'activité économique et la croissance de la production ne peuvent que s'arrêter un jour. Ils tiennent tous pour certain que seuls les processus naturels²⁰ sont réellement productifs, et que ces richesses sont en quantité finie. Cette limite est externe et *absolue* : si la technique et les échanges peuvent en tirer un meilleur parti, elles ne peuvent en aucun cas l'annuler.

¹⁵ A. Comte, *op.cit.*, 1844.

¹⁶ Cité in J. Prades (Dir), *La technoscience*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 12-14.

¹⁷ Claude Henri de Saint Simon, *Le système industriel*, 1820, cité in A. Mattelard, *Histoire de l'utopie planétaire – De la Cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999, p. 104.

¹⁸ E. Jünger, *Le travailleur*, Paris, Christian Bourgois, 1980, Ed. orig. 1930.

¹⁹ Platon, *Timée*, Paris, Garnier-Flammarion, Trad. Luc Brisson.

²⁰ au sens défini en début de seconde partie.

Tout va changer au cours du XIX^e siècle, et plus encore au XX^e siècle. Avec J.-B. Say, la limite principale à la croissance va se déplacer sur la question des débouchés. Non pas parce que la nature serait subitement devenue infinie, mais parce que Say redéfinit l'objet de la science économique et la portée de ses analyses. L'économie comme discipline passe du statut d'une science politique dont le but est de favoriser l'accroissement des richesses à travers l'extension des échanges et de la division du travail à une véritable théorie de l'organisation sociale tournée vers la maximisation de la production. Say se concentre sur l'amélioration de la technologie, entendue comme art de la production²¹. Le problème principal à résoudre est la question des débouchés, autrement dit : l'accroissement de la demande. Les échanges commerciaux doivent être davantage mobiles, l'information et la communication doivent être améliorés, pour que la confrontation de l'offre et de la demande soit plus flexible, et que les différents facteurs de production puissent se combiner de la manière la plus efficace possible. L'évolution de la technologie se présente ainsi au point de vue économique comme l'évolution de la combinaison des capitaux et de l'organisation sociale vers des formes de plus en plus productives.

Ceci a une conséquence importante : la question des ressources naturelles sort du champ de la théorie économique – mais non de l'économie réelle. La gestion des ressources naturelles est laissée à la discrétion des entrepreneurs et du marché, qui sont tenus pour être seuls juges en la matière. Et la théorie de l'équilibre général de L. Walras l'entérine : il s'agit d'un équilibre qui suppose que les caractéristiques naturelles de l'environnement sont stables, excepté l'usure (amortissement) et présentent toujours les mêmes qualités du côté ressource comme du côté déchets. Autrement dit, Walras suppose que les ressources sont toujours disponibles et que les déchets sont toujours recyclés par la nature.

Le but de Walras n'était pas d'affirmer la possibilité de la croissance infinie mais de trouver une solution à l'éternel problème de stabilisation de l'offre et de la demande. Les conséquences sont différentes. Désormais la question des limites naturelles à la maximisation de la production et de la consommation est sortie de la discipline "économie", et ne va pas tarder à sortir des réflexions sur l'économie en général. Le temps est proche où l'on ne posera plus du tout cette question, qui tombera dans l'oubli ou sera considérée comme rétrograde et pessimiste. Les philosophies de l'histoire sont là pour le prouver : l'avenir sera radieux, donc inutile de s'interroger. Le marché pour l'un et le communisme pour l'autre sont la fin de l'histoire. De simple moyen, la croissance économique peut ainsi devenir une fin en soi.

Les ajustements ultérieurs n'offrent pas de grande évolution. Tout au plus témoignent-ils d'une complexification et d'une intégration croissante de la division du travail et de la circulation des biens. J.M. Keynes et ses successeurs par exemple mettront en valeur le rôle de la répartition du revenu dans la stabilisation de la demande, ainsi que le rôle de l'Etat dans la redistribution monétaire. Le chômage est ainsi ramené à une insuffisance de demande, ce qui fournit une raison de plus pour justifier la poursuite de la croissance.

L'essentiel pour notre propos est ceci : la théorie qui préside à la transformation massive de la nature, le savoir qui se nomme "économie", s'appuie implicitement sur le postulat de ressources naturelles inépuisables, du côté des matières premières comme du côté des déchets. Elle vise dès le départ un "développement durable", puisqu'à aucun moment elle n'affirme que

²¹ S.-H. Woo, *Croissance économique et concept de limites dans la pensée économique*, Th. : Sciences Economiques : Paris : 1996, sous la direction de Michel Rosier, Université Paris X-Nanterre, p. 134.

l'âge d'abondance final ne sera que de courte durée, par exemple jusqu'au tarissement des flux dont il dépend pour son maintien. Elle suppose en outre que tous les usages des ressources peuvent répondre aux caractéristiques d'une marchandise : consommable sans destruction irréversible, reproductible et déplaçable à volonté etc. Elle ignore jusqu'au nom d'une science qui étudierait les processus naturels qui ont lieu dans la biosphère, et qui s'appellera plus tard l'écologie. Les entrepreneurs, si géniaux soient-ils, n'ont pas davantage ce savoir. On voit mal comment ils pourraient être écologues, climatologues etc. et comment ils auraient de surcroît la science des conséquences écologiques de leurs actions individuelles agrégées. Les activités humaines sont donc guidées par un savoir qui, étant trop certain de soi, exclut délibérément de ses préoccupations une partie cruciale des conséquences réelles des modifications qu'il crée dans le milieu naturel.

Cette évolution coïncide avec une deuxième phase d'expansion européenne dans le monde, en particulier vers les Etats-Unis, et avec l'utilisation croissante d'une nouvelle énergie : le pétrole. Energie très concentrée, manipulable et transportable, elle va permettre de démultiplier considérablement la puissance de travail disponible pour la production et le transport. Les machines vont dès lors s'efforcer d'utiliser toujours davantage ce travail naturel, transformant une société largement agraire, reposant sur le travail du vivant (animal ou humain), en véritable civilisation thermo-industrielle²². On passe alors d'une économie basée sur des ressources naturelles renouvelables à une économie basée sur des ressources naturelles épuisables, et ceci est invisible aux yeux d'une théorie économique qui postule que toutes les ressources sont renouvelables.

A long terme, la modification est cruciale. L'état de nature²³ créé par l'économie ne procure de bienfaits que pour autant qu'il puisse être maintenu avec le concours de flux naturels tels que l'approvisionnement en pétrole ou l'élimination des déchets. Or la théorie économique ne prend en compte la nature que sous la forme de l'amortissement, de l'usure mécanique des machines et des constructions... alors qu'en réalité une grande part de l'ordre industriel, et plus largement de tout ordre humain, est à mettre au crédit des forces naturelles : énergie fournie par le pétrole, recyclage naturel des déchets etc. L'état de nature que l'on appelle "développement", et qui désigne en général ce que l'on voit aujourd'hui dans les pays industrialisés, tant du point de vue de l'état que de celui des tendances, ne peut durer que pour autant que se maintiennent les flux minéraux et végétaux, qu'il s'agisse d'un côté de ce que l'on appelle les ressources ou de l'autre de ce qu'on appelle les capacités de recyclage des déchets. Or à l'heure actuelle, au début du XXI^e siècle, non seulement rien ne prouve que de ces flux peuvent durer mais au contraire tout laisse penser que par rapport à l'état du monde précédent une partie des capacités terrestres nécessaires à l'existence de ces flux sont en voie de raréfaction rapide, pour cause de surexploitation. Au XIX^e siècle, cette éventualité ne fait pas souci, sinon de manière anecdotique au regard de l'enthousiasme général autour de l'artificialisation grandissante du milieu naturel²⁴. On peut donc très largement douter de la pérennité du progrès apporté par cette artificialisation. Les sociétés industrialisées se sont mises dans une situation dans laquelle elles seront *obligées* de changer, non pas par désir, mais par *nécessité*. Lorsque les bénéfiques naturels, qui n'apparaissent dans aucune

²² J. Grinevald, *L'effet de serre de la biosphère - De la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale*, in SEBES, 1990.

²³ au sens que lui donne S. Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, coll. Champs, Ed. orig. 1962.

²⁴ Cf. W.S. Jevons, *The coal question*, New York, Augustus M. Kelley, 1865.

comptabilité, viendront à disparaître, alors l'ordre industriel apparaîtra comme un immense piège dans lequel les êtres humains seront enfermés. D'outils, de *moyens*, une partie de ces infrastructures apparaîtra alors comme un ensemble de formidables *obstacles*.

Le XIX^e et le XX^e siècles voient au contraire dans cette artificialisation grandissante le signe de leur triomphe. Il y a certes quelques effets secondaires néfastes, mais cela tient davantage au retard du progrès moral sur le progrès technique. Avoir du pouvoir, c'est ce qui compte avant tout et ce qui met tout le monde d'accord. Pour ce qui est de l'usage de ces pouvoirs, chacun en décidera, et d'ailleurs l'harmonie spontanée du marché rend inutile l'analyse des effets collectifs.

IV. L'avenir est connu

Entre l'harmonie spontanée du marché et le matérialisme historique, l'avenir ne peut être que radieux. *L'homo faber* met en scène ses nouveaux pouvoirs par des expositions universelles, et conte une épopée au cours de laquelle il n'a de cesse de vaincre les barrières technologiques, de percer les secrets de la manipulabilité de toute chose.

La réflexion technique n'est qu'une réflexion sur les moyens, pas sur les fins. A partir du XIX^e siècle, elle se concentre sur les limites physiques qui sont perçues comme imposées à la technique par "la nature", qui n'est jamais précisément définie et qui devient peu à peu un lieu repoussoir (vie brève et misérable etc.²⁵). Cela se traduit par une recherche assidue des pouvoirs que l'homme n'a pas, puis une dépense importante de temps et d'argent pour avoir ce pouvoir. Le temps passé pour savoir si c'est utile ou pas, ou s'il n'y a pas mieux à faire en termes de recherche ou d'allocation de crédits de recherche, ou savoir si ce pouvoir est *permis*, est en général très court : un pouvoir *supplémentaire, en plus, c'est forcément bon*²⁶. L'impératif est de *faire tout ce qu'il est possible de faire*²⁷, peu importe la finalité. On peut même déceler une histoire de la *pureté* dans le développement et la généralisation de l'artifice. Les créations humaines sont interprétées comme un élément naturel du devenir de *l'espèce* et du *monde*. Elles accomplissent la nature en la re-crétant. Le paradigme, l'utopie, c'est la conquête de l'espace. La fable, c'est le destin cosmique de l'humanité qui quitte la Terre avant l'explosion du Soleil, au moyen d'un environnement purement artificiel²⁸, avec toutes les connotations mystiques et religieuses de la pureté. Tout ce qui est artificiel est bon, tout ce qui est naturel est mauvais. Rareté et vie misérable, brève et solitaire allaient enfin prendre fin. Dans ce cadre, l'humanisme se vit redéfini comme l'abolition de tout ordre autre que celui issu de l'intention humaine, c'est-à-dire issu du pouvoir²⁹ humain. Le donné de la nature n'était que matériau informe qui devait se prêter à la réorganisation humaine, vers un retour à l'Eden d'abondance. Les résultats d'une action humaine sont d'autant meilleurs qu'ils sont davantage artificiels. L'artifice est perçu comme étant en soi dégagement par rapport à une nature oppressante. La nature naturelle, c'est-à-dire saisie comme ne portant pas la marque de l'artificiel, du travail humain, n'a de valeur que comme matière à travailler. On voit le lien

²⁵ que montre si bien *La guerre du feu* de J.-J. Annaud.

²⁶ T. Gaudin (Dir.), *2100 : récit du prochain siècle*, Paris, Payot, 1990, p. 53.

²⁷ G. Hottois, *Le signe et la technique*, Paris, Aubier, 1982, p. 146.

²⁸ Jesse H. Ausubel, *The liberation of the Environment*, 1996, cité in A. Grübler, *Technology and global change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

²⁹ D. de Béchillon, *op. cit.*, p. 584.

avec le système productif : survaloriser l'artificiel, c'est inciter au travail, c'est discipliner autour et dans la mégamachine.

Il s'agit donc bien de salut ici, c'est-à-dire d'une espérance pour le futur qui conditionne un comportement dans le présent. L'extension des systèmes artificiels prend donc une valeur de ruse de l'histoire par laquelle le développement de l'humanité s'accomplit à son insu vers un technocosme éliminant peu à peu toutes références aux processus naturels. “ *La science découvre, l'industrie applique, et l'homme suit* ” disait le slogan de l'exposition universelle à Chicago en 1933³⁰. Il n'y a plus aucune pensée politique émancipatrice ici, mais seulement l'application rituelle du même schéma. Il est certain qu'il n'y a nulle retenue possible dans cette pensée. L'éthique est dès lors ramenée à de l'obscurantisme, puisqu'elle s'oppose au commandement suprême selon lequel le pouvoir technique ne doit jamais être limité. Ainsi G. Hottois : “ *mon hypothèse est que la dynamique technoscientifique d'émancipation par rapport à toute contrainte symbolique et biophysique donnée est en soi bonne* ”³¹. Dès lors, pourquoi prendre le temps de l'analyser ? Comment critiquer ce qui est en soi bon ?

Au 20^{ème} siècle, cette conception s'étend au monde entier. Tous les maux du monde sont peu à peu imputés à la pauvreté définie comme rareté de consommation et donc de production. Le sous-développement est alors avant tout un insuffisant *développement des capacités productives*. Les pays avec un revenu faible sont donc nécessairement habités par des personnes ignorantes, pauvres, malades et affamées, organisées de manière inefficace par des gouvernements corrompus. Il n'est guère surprenant que la pauvreté soit de manière conséquente assimilée à un niveau de revenu monétaire faible³², même si la Banque Mondiale adopte depuis peu des définitions un peu plus larges³³. Rawls affirme ainsi que les sociétés pauvres ne peuvent pas établir des institutions justes et viables³⁴, “ *faute de moyens* ”³⁵. Les politiques de réduction de la pauvreté consistent alors à mettre en contact la demande avec l'offre, c'est-à-dire mettre en contact les pauvres avec le marché national et mondial³⁶, considéré comme une manne d'opportunités, de vendre comme d'acheter. Ce qui explique en partie les politiques de développement par les exportations et la privatisation, sensée libérer les initiatives des hommes par nature entrepreneurs, mais freinés dans leur élan par des bureaucraties corrompues et les mentalités arriérées. Le marché devrait en effet résoudre tous les problèmes : les pauvres pourront enfin vendre leur travail, et détenir un revenu, et acheter, ce qui créera de la demande, ce qui améliorera leur environnement etc.

Les biens naturels n'apparaissent pas dans la comptabilité économique, pas plus que le souci de soutenabilité. Par postulat, l'ordre nouveau est bon et durable. Par postulat, les capacités de charge de la planète sont infinies puisque renouvelables. L'important est d'augmenter la consommation, et donc la production. Quand les bénéfices naturels disparaissent, et qu'il faut désormais payer pour les obtenir (pour cause de dépollution ou de nécessité de recourir à des ressources importées etc.), alors c'est encore un accroissement de richesse puisque cela accroît la consommation marchande, qui est tenue pour être *la* richesse au sens absolu : le revenu total. Le souci de la protection des régulations naturelles est un bien de luxe, c'est-à-dire un

³⁰ J.-J. Salomon, *Le destin technologique*, Paris, Balland, 1992, p. 274.

³¹ G. Hottois, *Les technosciences dans la société*, in Revue Européenne des Sciences Sociales, 1997, Tome XXXV, n°108, pp. 47-59.

³² WTO, *Trade, Income Disparity and Poverty*, 1999, p. 44.

³³ World Bank, *Global Poverty Report*, 2000, p. 1.

³⁴ J. Rawls, *Le droit des gens*, 1996, p. 53.

³⁵ J. Rawls, *ibid.*, p. 83.

³⁶ World Bank, *Energy and Development Report*, 1999.

bien superflu, puisqu'au départ les gens n'y consacrent pas d'argent³⁷. On voit le contresens énorme : le champ et sa fertilité, la stabilité du climat etc. sont la première richesse de la majorité des paysans qui n'ont pas accès aux bénéfices tirés de l'industrialisation. La contreproductivité commence à atteindre des niveaux sans précédent.

V. La collision avec la réalité de la nature

La crise environnementale va commencer lorsqu'il va s'avérer que l'artificialisation peut provoquer des maux, et que les pratiques économiques ne conduisent pas spontanément ni définitivement vers l'Eden d'abondance.

Cette prise de conscience, qui reste inégale et marginale, peut être datée de la fin du XX^e siècle. La conférence de Stockholm sur l'environnement humain, en 1972, est un bon repère³⁸. La conscience des problèmes grandissants posés par la poursuite du mode industriel de développement va prendre deux formes principales. La première est le retour en force de la question de l'avenir. On commençait à douter de la certitude de l'Eden à venir, et cela s'exprima d'abord par la question de l'épuisement des ressources, comme le symbolise la parution du rapport du MIT au Club de Rome³⁹, et s'élargit rapidement au problème du dépassement des capacités de charge biosphériques. La seconde forme de prise de conscience est l'apparition de risques dont l'ampleur et la gravité sont nouvelles, voire sans précédent. Le rapport du MIT fit grand bruit mais eut peu de conséquences. Les risques par contre, peut-être parce qu'ils étaient plus facilement médiatisables, ont donné naissance à un souci social grandissant. Les anciens risques étaient locaux, probabilisables, confinables et réversibles. Les nouveaux risques sont globaux, non probabilisables, non confinables et irréversibles. L'artificialisme se voit contesté. On parle d'une autonomie de la technique⁴⁰, d'un manque de maîtrise dont on cherche les causes. Le droit accouche d'un principe controversé : le principe de précaution, qui vient répondre à cette nouvelle classe de risques.

A partir du début des années 70, le souci écologique va grandissant. Au niveau national, les lois sur la protection des espèces et des milieux, ainsi que des règlements visant à appréhender les nouveaux risques, se multiplient. Au niveau international, il y a une véritable explosion des traités multilatéraux sur l'environnement⁴¹. Le patrimoine commun de l'humanité est un concept qui connaît un succès immédiat, répondant à un besoin qui se faisait pressant⁴². C'est plutôt l'optimisme qui est de mise. On pense qu'il s'agit de problèmes *techniques*, que l'on peut résoudre rapidement. La confrontation concrète avec les problèmes d'environnement va changer la donne. Les difficultés se sont en effet révélées beaucoup plus grandes que prévu. La valeur de tel ou tel élément de l'environnement semble fuyante, les questions d'accès et de répartition des ressources sont plus cruciales que ce qu'on avait cru, les responsabilités sont difficiles à établir et l'approche technocratique, qui est dominante, se heurte à la résistance et à l'incompréhension des personnes qu'elles visent. L'accent se déplace

³⁷ Un article est parfaitement représentatif de cette pensée : D.G. Victor, *The Appropriateness of Economic Approaches to the Analysis of Burden-Sharing*, in F. L. Toth (Ed.), *Fair Weather ? Equity concerns in Climate Change*, London, Earthscan, 1999, pp. 193-205.

³⁸ Le Prestre, *Ecopolitique internationale*, Montréal : Guérin Universitaire, 1997.

³⁹ traduit en français par : Halte à la croissance !

⁴⁰ J. Robin, *Changer d'ère*, Paris, Seuil, 1989. J. Ellul, *Le système technicien*, Paris, Seuil, 1977. etc.

⁴¹ B. Badie & M.-C. Smouts, *Le retournement du monde - Sociologie de la scène internationale*, (3e édition), Paris, Presses de Sciences Po & Dalloz, 1999.

⁴² M.-A. Hermitte & al., *L'homme, la nature et le droit*, Paris, Christian Bourgois, 1988.

peu à peu vers des causes plus profondes. La simple observation de ce qui se passe dans le domaine des négociations témoigne de ce point crucial : de Stockholm (Sommet sur l'Environnement) à Rio (Sommet sur l'Environnement et le Développement) puis à Johannesburg (Sommet sur le Développement Durable, 2002), l'accent passe de "l'environnement" au "développement". Parions qu'en 2012 aura lieu un "Sommet sur le Développement", entendu non pas comme un Sommet sur l'avenir du seul Sud, mais un Sommet sur le modèle de développement que le monde veut mettre en oeuvre, et qui jusqu'à présent passe très largement par une recette unique : la croissance économique et l'augmentation de la production.

La crise environnementale est l'histoire de la collision entre la poursuite d'un modèle de développement basé une connaissance partielle de la nature et ses conséquences dans le monde réel. Les modèles économiques prennent admirablement en compte les désirs humains, ou tout du moins les désirs munis d'un pouvoir d'achat, mais ils ignorent très largement le fait que les activités humaines sont toujours incluses au sein de multiples causes naturelles qui ne cessent jamais d'agir, et pas seulement comme usure, déconstruction de l'ordre industriel. Ces causes sont aussi responsables d'une très grande partie des bénéfices dont jouissent les êtres humains sur terre. Les conséquences s'avèrent donc ne pas correspondre à l'idée que s'en font ses promoteurs. La science ne produit plus la maîtrise, et le pouvoir semble incontrôlé. La main invisible n'harmonise pas les relations des actions humaines avec les autres êtres vivants naturels ni avec les processus naturels. Les conséquences de l'action sont mal anticipées, puisqu'elles sont basées sur une théorie négligeant un certain nombre de facteurs clé à l'oeuvre dans le réel. Les actions produisent donc toujours davantage de maux, toujours plus graves. L'Eden ne se produit pas, et c'est au contraire l'Enfer qui semble au bout du tunnel. Et puisque la mondialisation est un fait, ainsi que de nombreux auteurs s'évertuent à le proclamer, l'effondrement des ressources et des capacités de charge naturelles dont le concours est requis pour maintenir l'ordre industriel entraînerait avec lui l'effondrement de l'ensemble de l'ordre mondial.

VI. Les trois erreurs

Trois erreurs, à notre sens, sont à la racine de ce qu'on appelle "la crise environnementale", et qu'il serait plus adéquat de qualifier de "crise d'un modèle de développement", voire "crise de l'industrialisme", comme on voudra.

La première tient à la confusion entre la nature étudiée dans les enceintes confinées des laboratoires et définie par les disciplines et la nature telle qu'elle se présente dans le monde réel. La science avait jusqu'ici fait l'hypothèse d'une stricte homogénéité entre l'environnement étudié dans le laboratoire et le reste du monde. Ceci rencontre quatre problèmes. Tout d'abord, cette hypothèse conduit à concevoir l'environnement comme étant fragmenté, fait d'objets sans liens les uns avec les autres et que chaque discipline étudierait séparément. Or ce postulat est faux : les mêmes objets dans le monde évoluent sous l'action de causalités étudiées par différentes disciplines. Le réductionnisme disciplinaire se double alors d'une ignorance quant aux autres facteurs à l'oeuvre, lesquels ne cessent pas pour autant d'agir dans le monde réel. L'objet étudié est donc très mal connu tant que l'on reste dans une seule discipline. Les problèmes dits "environnementaux" ont ainsi très rapidement fait appel à l'interdisciplinarité⁴³. Deuxième problème : le laboratoire est un environnement très

⁴³ M. Jollivet (dir.), *Sciences de la nature, sciences de la société - Les passeurs de frontières*, Paris, CNRS Editions, 1992.

particulier, dans lequel les choses prélevées dans la reste de la nature ne se comportent pas toujours comme elles le feraient dans leur environnement habituel. La nature est faite d'éléments uniques et dépendants d'un lieu, tels que les écosystèmes, qui ne peuvent se laisser sans perte ramener à un ensemble de lois générales, valables dans le labo comme en dehors. Ni le vivant ni les phénomènes chaotiques, qui sont davantage la règle que l'exception dans la nature, ne s'y laissent ramener. Pour éviter bon nombre d'erreurs, il faudrait donc développer une connaissance de la nature qui soit davantage observatrice du comportement des choses naturelles dans leur environnement. Troisième problème : manipuler les éléments naturels pour prévoir leur comportement peut conduire à détruire ces éléments, or certaines choses peuvent perdre leurs qualités lors de la manipulation. C'est le cas des espèces, par exemple. Les organismes génétiquement modifiés se recombinaient de manière irréversible dans l'environnement : ce n'est plus "la même nature" qu'avant. Dans ces conditions, l'expérimentation ne saurait être considérée comme libre de réflexion éthique et politique. Enfin, dernier problème, la nature a une histoire, ce qui signifie aussi qu'un ordre observable à un moment ne l'est plus nécessairement un peu plus tard. Popper est pris en défaut : la connaissance de la nature n'est pas une approximation asymptotique d'une réalité immuable⁴⁴. De la combinaison des lois générales établies par les sciences "dures" ne sort donc pas une description complète de la nature, et rien n'indique qu'elle en sortira un jour. Si l'on veut rendre compte des conséquences de notre action, il faut donc mettre en scène la nature avec d'autres connaissances que les seules sciences dures.

La seconde erreur découle de l'idée de mission de l'espèce humaine. Avec la confiance dans l'évidence d'un progrès conçu comme destinée de l'humanité, toute appréhension sérieuse de l'avenir était inutile. Il suffisait de répéter les mêmes choses pour faire venir l'âge d'or : acquérir de nouveaux pouvoirs, libéraliser les marchés ou socialiser les économies (tout dépend des versions) etc. Comme en témoigne les travaux de W.W. Rostow⁴⁵, les sociétés allaient toutes suivre le même chemin. Les magazines de vulgarisation scientifique le confirment à l'envi : puisque l'avenir devait être radieux, il ne faisait pas de doute qu'à tout nouveau problème la science trouverait les solutions à temps. On peut citer ici l'article du mensuel *Science & Vie*, qui entrevoit le problème du changement climatique dans toute son ampleur mais en appelle immédiatement à la confiance dans les pouvoirs de la science pour trouver les thermostats planétaires avant le déluge⁴⁶. Les grandes philosophies de l'histoire, les grands récits ne sont donc pas morts, contrairement à ce qu'a pu affirmer J.-F. Lyotard⁴⁷ par exemple. En témoigne cette citation explicite d'un rapport du PNUD : "*il nous faut accepter que l'idée de progrès n'est pas seulement l'œuvre du destin, mais le fruit de notre travail*"⁴⁸. L'auteur admet bel et bien que le progrès est un destin. Pour un analyste qui doute et qui confesse ses doutes, combien le tiennent pour garanti ? La crise environnementale a donc fissuré cet avenir considéré comme garanti, et ouvert la voie à de nombreuses tentatives visant à *penser* l'avenir plutôt que de *croire* dans une représentation iconique.

Troisième erreur : l'adéquation du savoir permettant de gouverner la nature par rapport aux caractéristiques de son objet et à la possibilité de prévoir les conséquences de nos actions. La science qui joue un rôle déterminant dans l'orientation des activités humaines est devenue en quelque sorte autiste. L'économie est la philosophie de la nature humaine et de la société qui domine la plupart des décisions. Or elle est terriblement réductionniste. Du côté de la

⁴⁴ K.R. Popper, *La connaissance objective*, Paris, Aubier, 1991, Ed. orig. 1978.

⁴⁵ W.W. Rostow, *Politics and the Stages of Growth*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

⁴⁶ A. Michel, *Le charbon que nous brûlons réchauffe la Terre; conséquence possible : le déluge*, in *Science & Vie*, n°500, mai 1959, pp123-126.

⁴⁷ J.-F. Lyotard, *La condition postmoderne*, Paris, Editions de Minuit, 1979.

⁴⁸ PNUD, *Notre voisinage global*, 1999.

condition humaine, elle en reste à un *homo economicus* stupide, qui ne réagit qu'à un prix et qui est incapable d'une quelconque anticipation complexe à moyen terme – bref, incapable de raison au sens le plus commun, et encore moins de raison citoyenne ou de souci de solidarité. Du côté des autres éléments naturels, elle se contente, comme nous l'avons vu plus haut, de postuler que les éléments naturels nécessaires pour fabriquer les marchandises se renouvellent d'eux-mêmes à l'infini quelle que soit la demande humaine, autrement dit qu'ils restent intacts. Elle est incapable de rendre compte de la réalité de l'activité naturelle qui a lieu au sein de nos sociétés, ses variables ne donnant aucune visibilité aux conséquences de nos actes au point de vue écologique. Etant tout entière tendue vers la maximisation de la production et de la consommation à court terme, elle ne peut pas concevoir le concept d'épuisement ou de dépassement des capacités de charge, sinon de l'extérieur, comme ordre juridique ou réglementaire. Elle engendre donc une activité aveugle, source de risques et de désordres grandissants, qui risque de nous mener non pas vers l'abondance mais vers un Etat policier. Ne mesurant le bien commun qu'à la proportion de la consommation de biens matériels, elle ignore les autres conditions du bien-être et de la paix que sont l'échange équitable, l'importance accordée à la participation de chaque personne aux règles qui gouvernent la cité, les bénéfices procurés gratuitement par certaines régulations naturelles ou par le travail humain non-marchand etc. Elle est dès lors non seulement conduite à ignorer les maux causés par leur destruction, mais encore indirectement à préconiser cette destruction pour autant que cela constitue autant de marchés pour les services destinés à compenser et à se défendre contre ces nouveaux maux (services de réparation, de sécurité etc.)

VII. Conclusion : émergence de l'écologie politique ?

Ces trois erreurs remettent en question des éléments essentiels du savoir de la nature sur lequel l'industrialisme justifie son effort. Questionner leur valeur de vérité, c'est remettre en cause l'édifice en profondeur. On peut dès lors appeler "écologie politique" l'ensemble des mouvements intellectuels et politiques qui reconnaissent ces trois erreurs et tentent d'en tirer des leçons pour l'avenir.

- L'ancien paradigme affirmait que l'on pouvait déduire toutes les lois de la nature à partir des expériences de laboratoire. Le nouveau paradigme réhabilite l'écart entre le monde et le laboratoire, et cela prend la forme de l'interdisciplinarité, de la contestation politique des expertises et de la précaution. La science, c'était l'affaire des scientifiques, mais l'environnement, c'est une affaire politique qui concerne tout le monde. Et tout le monde a une connaissance partielle de l'environnement, des milieux et de leur histoire, qui est déposée dans les cultures et les traditions. Désormais, il faut aussi prendre en compte les risques que les savoirs sur le monde extérieur au laboratoire nous permettent de déceler, et pas seulement les tirer de quelques lois établies en laboratoire. Ceci implique la mise en œuvre de processus d'observation avant toute modification en profondeur des éléments naturels, la prise en compte du vivant et de l'histoire de la nature ainsi que de l'histoire de l'activité humaine dans cette nature.

- L'ancien paradigme affirmait que l'avenir était connu. Le nouveau réouvre la question : on assiste donc à un retour des scénarios, une réapparition de figures au premier abord énigmatiques et mal déterminées telles que les générations futures, le patrimoine, les droits de la nature etc. Car dorénavant le futur est ouvert, et il admet que le mal existe. L'idée que les générations futures seront nécessairement plus riches et plus heureuses est remise en cause. On ne se contente plus de croire : on demande des comptes. Il n'est plus évident que la bonne nature soit la nature modifiée par l'être humain selon les critères économiques. Le nouveau paradigme pose explicitement comme un problème *politique* la question de ce que la nature

entendue comme milieu écologique *doit être*, alors que l'ancien affirmait connaître scientifiquement la réponse à cette question.

- L'ancien paradigme affirmait que la richesse ne fait qu'augmenter et la situation ne fait que s'améliorer. Effectivement, du point de vue de ses critères de mesure c'est le cas : le PNB ne cesse de s'élever. Mais le nouveau paradigme change les critères de la réussite et tente d'évaluer l'état complet du monde, et non pas seulement en nombre d'objets consommés. Il veut mesurer l'état du patrimoine naturel et des tendances à long terme qui le concernent, inégalités entre les personnes dans les usages de l'environnement etc. Il constate alors que le monde s'améliore de moins en moins et cherche les moyens de disposer d'une connaissance adéquate. Il veut remplacer l'économie dans sa forme actuelle par une autre "technologie politique"⁴⁹, qui reposerait sur une nouvelle articulation entre processus naturels et activités humaines. Cette question pose la question du sens de cette modification et par conséquent la question du bien commun : modifier la nature certes mais pour quoi faire ? D'où l'appétit insatiable de l'écologie politique pour les nouvelles réflexions sur la richesse, le travail, les besoins etc.

Ceci explique pourquoi l'écologie politique ne se présente pas comme un projet politique complet, mais comme un projet en construction. Cela explique aussi pourquoi l'écologie politique n'est par nature ni de gauche, ni de droite. S'il y a actuellement un consensus autour du fait que la décroissance matérielle est inévitable, qu'elle soit le fait de l'épuisement des ressources ou d'une réorientation des activités humains, savoir quelles seront les mesures à prendre, déterminer leur ordre de priorité et penser les activités autour desquelles la société à venir se structurera est encore du domaine de la réflexion, et plus encore du domaine de l'engagement et du parti-pris partisan.

⁴⁹ S. Moscovici, *op. cit.*, 1962.